

Monique SLODZIAN, *Les enragés de la jeune littérature russe*, Paris : La Différence, 2014, 153 p.

par **Annick MORARD**

*Université de Genève*

Plus que d'une étude scientifique au sens strict, l'ouvrage de Monique Slodzian relève de l'essai critique, marqué par une liberté de ton surprenante, qui tourne parfois à la fronde, voire au manifeste. Sa principale qualité est sans doute de mettre en lumière de jeunes écrivains russes assez peu connus en Occident, bien que leurs œuvres soient de plus en plus traduites : Zakhar Prilepine, Sergueï Chargounov, Guerman Sadoulaev, Roman Sentchine, Mikhaïl Elizarov (faussement orthographié Elizator à deux reprises) et Andreï Roubanov. Ils constituent, aux yeux de Slodzian, les représentants-phares d'une nouvelle génération de prosateurs, unis par un ensemble de revendications tant esthétiques que politiques, et surtout par une même « rage », une même colère à l'encontre de la Russie actuelle, postsoviétique, et surtout de ses dirigeants, tant politiques qu'économiques.

Comme les travaux en français sur la littérature russe contemporaine restent rares (à l'exception de quelques articles et recueils d'articles, comme *Le premier quinquennat de la prose russe du XXI<sup>e</sup> siècle*, dir. Hélène Mélat, Paris : IES, 2006), on ne peut que saluer la parution d'un tel livre. De même, l'intention initiale de Slodzian, telle qu'exprimée en quatrième page de couverture, est louable : il ne s'agit pas seulement de présenter et d'analyser ces auteurs et leurs œuvres, mais aussi de faire entendre « ces voix parfois dissonantes à nos oreilles occidentales », d'en démêler les paradoxes, de changer de perspective et d'approche, afin de « se donner une chance de voir autrement le monde russe ».

S'écarter des ornières, modifier les angles de vue, offrir un autre regard sur la Russie que celui qui domine dans les médias occidentaux et, pour ce faire, s'appuyer sur la littérature russe contemporaine ? Il paraît difficile de ne pas adhérer au projet. Toutefois, celui-ci ne remplit qu'une partie des objectifs qu'il se fixe, puisque la littérature y occupe malheureusement une place mineure au regard des questions socio-politiques, largement dominantes.

Cette préséance du politique sur le littéraire est sans doute dictée par les auteurs traités, à commencer par Prilepine et Chargounov, justement en tête de la « galerie de portraits » qui clôt l'essai. L'un comme l'autre, dans une ligne héritée d'Edouard Limonov qui fut un temps (mais un temps seulement !) leur maître à penser, ne sont pas seulement des écrivains, mais aussi des personnalités publiques politiquement engagées, actives dans la rue autant que dans les médias, et en particulier sur la toile. Slodzian n'a certainement pas tort de les inscrire « dans la tradition des grands

publicistes » (p. 96) du XIX<sup>e</sup> siècle ; ils témoignent en tout cas de l'apparition dans la sphère publique d'une nouvelle intelligentsia littéraire, qui affiche ouvertement son opposition au pouvoir et intervient sur des questions d'ordre social, politique, culturel ou même moral. Ne serait-ce que pour cette raison, les auteurs traités méritent qu'on prête attention à leurs publications.

Toutefois, ce sont moins les œuvres littéraires que les écrits journalistiques de ces écrivains qui intéressent prioritairement Slodzian, résolue à expliquer au lecteur français « comment [on peut] être national-bolchevique » (p. 44), pourquoi les jeunes « radicaux » estiment que « la propagande post-soviétique » a « falsifié » l'histoire (p. 41), ou quelles sont les « sources idéologiques du mouvement » (p. 66). Des « narodniki » aux nihilistes, des slavophiles aux bolcheviks en passant par les philosophes religieux, Slodzian offre une généalogie révolutionnaire complexe à ses héros, dont l'anticapitalisme farouche semble excuser à ses yeux les éventuels dérapages et incohérences. Ainsi, c'est par « la fièvre du moment » (p. 64) qu'elle explique le rapprochement éphémère de ces auteurs avec le camp « libéral », pro-occidental. Celui-ci n'obtient d'ailleurs à aucun moment les faveurs de Slodzian, qui le réduit un peu rapidement à l'alliance intéressée d'oligarques corrompus et d'une nouvelle bourgeoisie à la solde d'une « imposture démocratique » (p. 139).

Slodzian ne mâche pas ses mots. Cela dit, on aurait aimé la voir étudier l'opposition libérale avec autant d'énergie que celle déployée pour affilier les écrivains sélectionnés à Edouard Limonov, un auteur qu'elle porte aux nues (pp. 138-139). Et si elle convainc lorsqu'elle dénonce l'ineptie du « personnage romanesque et méphistophélique peint par Carrère », de ce Limonov « made in France », on regrette que son regard sur la littérature russe contemporaine dans son ensemble soit guidé par des considérations strictement politiques. N'est-il pas réducteur et manichéen de diviser la production littéraire russe d'aujourd'hui en, d'un côté, les « nouveaux réalistes », qui ont les faveurs de Slodzian, et, de l'autre, « le postmodernisme avec son écurie d'écrivains pro-occidentaux » (p. 128) ? De notre point de vue, la littérature « réaliste » ne bénéficie d'aucune exclusivité sur quelque valeur morale ou position politique que ce soit. Ainsi, un Viktor Pelevine, fer de lance du postmodernisme, ne dénonce-t-il pas lui aussi, comme les « enragés » défendus par Slodzian, le capitalisme sauvage, par exemple dans *Svjaščennaja kniga oborotnja* (*Le livre sacré du loup-garou*, Paris : Denoël, 2009) ?

Une analyse plus approfondie des œuvres littéraires elles-mêmes, un parcours critique à travers les œuvres et, surtout, leur mise en perspective au sein de la production contemporaine auraient permis de nuancer certaines affirmations, sans que n'en souffre la thèse principale, à savoir l'apparition en Russie d'une nouvelle génération d'écrivains engagés, et en colère. À cet égard, d'autres noms, en particulier féminins, auraient mérité d'apparaître dans l'ouvrage, à commencer par celui de Natalia Klioutchareva, (dont la place dans cette liste aurait même été plus justifiée

que celle d'un Roubanov). Avec son roman *Rossija, obščij vagon* (*Un train nommé Russie*, Arles : Actes Sud, 2009), elle dresse un portrait de la Russie que les prosateurs présentés par Slodzian ne renieraient pas, tout en se distinguant de ces derniers par sa puissance stylistique et un ancrage littéraire fort.

Ainsi, si l'essai de Monique Slodzian décevra peut-être les lecteurs intéressés par l'évolution récente de la littérature russe, il offrira néanmoins des clés de compréhension à ceux que certaines réalités socio-culturelles de la Russie d'aujourd'hui, telle la montée du nationalisme, laissent pantois.

Rita DI LEO, *L'expérience profane : du capitalisme au socialisme et retour*, traduit de l'italien par Patricia Farazzi, préface de Mario Tronti, Paris : Éditions de l'éclat, 2013, 223 p.

par **Éric AUNOBLE**

*Université de Genève*

Depuis 1991, peu d'auteurs ont tenté de faire le bilan de l'URSS dans la forme ramassée de l'essai, si ce n'est Claude Lefort dans *La Complication* (1999), réfléchissant toujours sur le politique. L'ouvrage présenté ici envisage la question plutôt sous l'angle sociologique, mais son auteur, Rita di Leo, partage avec Lefort un parcours intellectuel commencé par l'engagement révolutionnaire.

Professeuse émérite à La Sapienza, Rita di Leo s'est formée dans l'« opéraïsme », courant d'extrême-gauche utilisant les outils de la sociologie pour intervenir dans le milieu ouvrier. Son intérêt pour l'URSS s'est d'abord affirmé dans ce cadre, avec la publication d'*Ouvriers et système soviétique* en 1970 (non traduit). Pourtant, Rita di Leo emprunte aujourd'hui moins à Marx qu'à Max Weber (on suit des idéaux-types plus que des classes sociales) et à Carl Schmitt (rapport « ami-ennemi », état d'exception...).

« Ce livre raconte l'évolution et la chute » de la tentative « d'apporter le bonheur aux femmes et aux hommes sur cette terre », lors de l'« expérience profane » (car « délivrée de Dieu et de César ») « entamée en 1917 avec la révolution russe » (p. 19). Les titres des parties en résument le cours : « Ça a commencé avec les philosophes-rois » (p. 31), « Ça a continué avec la gestion populaire » (p. 75), « Ça s'est écroulé avec le marché » (p. 109).

L'auteur décrit les passages de relais au sein de l'élite dirigeante : les « philosophes-rois » sont les révolutionnaires professionnels, « une création de [...] Lénine, l'intellectuel qui a été capable de transformer une révolte populaire en

révolution » (p. 49). Staline appartient à ce sérail. Il s'en émancipe en promouvant des ouvriers dans l'appareil, puis en éliminant les dirigeants de sa génération. À sa mort, de nouveaux gouvernants, d'extraction populaire, prendront les rennes. Le projet socialiste-communiste de destituer les classes privilégiées à la tête de l'État n'a jamais été aussi proche de sa réalisation.

Cet ouvriérisme, qui rompt avec Lénine, marginalise l'intelligentsia. Ses membres sont dans une position inconfortable : indispensables au système soviétique, ils restent proches de l'élite ; en même temps ils sont l'objet de suspicion et leur position est socialement subalterne. Leur insatisfaction aura un effet délétère sur le régime. De moins en moins capable de renouveler ses outils idéologiques (tant d'analyse que de propagande), le régime subira une délégitimation interne et externe particulièrement efficace.

Par ailleurs, l'hégémonie ouvrière n'est pas l'utopie réalisée. Le primat du Travail justifie la répression contre tous les éléments non productifs de plus-value : intellectuels, paysans, parasites sociaux.... La classe ouvrière, béatifiée comme créatrice des richesses, était certes reconnue en URSS comme nulle part ailleurs, mais elle devait travailler en visant la plus haute productivité. Le Parti communiste au pouvoir assume deux tâches contradictoires : louer les ouvriers et les contraindre. Le monde ouvrier est lui-même fracturé. Ceux qui jouent le jeu du régime dans le *cursus honorum* productif et/ou politique sortent de leur milieu. La masse, passive et opprimée, pèse néanmoins : elle a un prestige social et ne peut être menacée de chômage. Les chefs d'équipe acquièrent un rôle central : il doivent assurer la réussite du plan mais peuvent faire remonter les griefs de la base.

*A contrario* des pays capitalistes engagés dans une course à la productivité et à l'innovation, le système soviétique y renonce pour préserver le consensus social : c'est l'origine de la « stagnation » bréjnévienne. L'élite se scinde, entre responsables économiques, conscients du retard croissant, et responsables politiques, gardiens du *statu quo*. Le monde ouvrier soutient de moins en moins le Parti mais tente, lui aussi, d'améliorer son quotidien grâce à l'économie parallèle qui comble les failles du Plan. Le Plan privilégie en effet la défense contre la menace militaire occidentale, au moment où l'Occident développe le bien-être pour contrer le danger politique du communisme.

Au long du livre, Rita di Leo renvoie dos à dos les approches « totalitaire » et « révisionniste ». En effet, qu'ils adoptent l'une ou l'autre approche, tous « les soviétologues s'étaient donné comme tâche de démontrer l'extranéité des ouvriers et du peuple par rapport à l'expérience soviétique » (p. 122). Qu'ils aient pensé que le problème était le trop de communisme ou le trop peu, ils essayaient « de sanctionner les actions de la *nomenklatura* ou du *leadership* [...] de l'URSS, en niant la coresponsabilité de son peuple qui de ce fait devenait victime » (p. 125).

Au contraire, « le destin des ouvriers, des paysans et du peuple » étant « intrinsèque au destin du socialisme et du communisme », l'auteur considère que la faillite de l'expérience soviétique a ouvert une « crise fatale » pour la social-démocratie également et plus généralement pour le modèle politico-social européen où les intellectuels montraient la voie du progrès au peuple, seul capable de changer le cours des choses par sa mobilisation (électorale comme révolutionnaire).

Terminant sur un constat amer, l'auteur règle ses comptes avec son propre passé en présentant la note à des tiers : les utopistes, présentés banalement comme les pères du socialisme de caserne (p. 147) ou les ouvriers, incapables de dépasser « les petits besoins du peuple » (p. 149). On peut également s'agacer d'un mode d'argumentation contourné et assez jargonneux. Surtout, le livre fait l'impasse sur des points clés comme la période révolutionnaire, les purges visant « la minorité des ouvriers politisés » (expédiées p. 70) ou le phénomène bureaucratique.

Il reste que cet essai est nécessaire pour envisager l'URSS au-delà du regard myope des monographies parcellaires. Il peut ainsi donner un cadre théorique pour penser « la formation du sujet stalinien ». Plus généralement, en adoptant le « point de vue ouvrier », il tient ensemble le bouleversement social qui a produit la société soviétique et la stagnation qui l'a gagnée, il rend compte tant du ressentiment que du consensus qu'a suscités le régime.

Korine AMACHER et Wladimir BERELOWITCH (eds), *Histoire et mémoire dans l'espace postsoviétique. Le passé qui encombre*, Louvain-la-Neuve : Academia-L'Harmattan, 2014, 266 p.

par **Véra MILCHINA**

*Université d'État des sciences humaines de Russie, Moscou*

Le recueil en question est le fruit des travaux d'un colloque international réuni à Genève en mai 2011, organisé par la Faculté des Lettres et l'Institut européen de l'Université de Genève. Les organisateurs, Korine Amacher et Wladimir Berelowitch, ont voulu, comme ils l'expliquent dans l'avant-propos du recueil, « faire le point » sur la « guerre des mémoires » entre certains États postcommunistes après la disparition de l'URSS, et plus particulièrement dans les dernières dix années. Les « fronts » principaux de cette guerre sont l'histoire, l'instruction publique, la littérature et le théâtre ; cela a défini la répartition des articles en plusieurs sections. La première, intitulée *Mémoires fragmentées, histoire recomposée* traite d'abord des « zigzags de l'histoire postsoviétique » en général (Korine Amacher), du « panthéon historique

russe », dont les figures principales sont, malheureusement, mais assez logiquement, Pierre le Grand et Staline (Nikolay Kuposov), de l'histoire soviétique et postsoviétique dans sa version biélorusse (Anna Zadora) et de la mémoire du passé soviétique chez les Finnois d'Ingrie (Pavel Krylov). Dans la guerre des mémoires, la mémoire de la guerre occupe la place principale. C'est pourquoi la deuxième partie du recueil, composée des articles de Maria Ferretti (l'histoire de la Seconde Guerre mondiale vue de la Russie) et d'Andriy Portnov (la même, vue de l'Ukraine), lui est consacrée. La troisième partie traite du cas concret, et très important, de l'écriture de l'histoire – celle des manuels scolaires d'histoire (Vera Kaplan) et de littérature (Mikhaïl Pavlovets). Enfin, la quatrième et dernière partie est intitulée *Enjeux littéraires et artistiques*, mais ces enjeux restent toujours historiques : Annick Morard parle de l'interprétation de la littérature russe émigrée, Jean-Philippe Jaccard de « L'avant-garde en procès », Marie-Christine Autant-Mathieu du théâtre comme lieu de mémoire (sur l'exemple du roman *Vie et Destin* mis en scène par Lev Dodine) et Éric Aunoble de l'histoire « artistique » du communisme chez quelques auteurs modernes, tels que Kourkov ou Pélévine.

Dans un petit compte rendu, il est impossible d'analyser le contenu de chaque article séparément, quoiqu'ils le méritent tous. Il me semble donc plus utile de parler d'abord du bilan général du recueil, et ensuite, de quelques approches que je crois très importantes.

Quant au bilan, il est triste (mais pas si triste d'ailleurs que la réalité de la vie en Russie telle qu'elle se présente aujourd'hui, plusieurs mois après la publication du livre). La plaisanterie russe citée par Korine Amacher (« On ne sait jamais de quoi hier sera fait ») reste actuelle pour toute la période analysée, et ceci, non seulement pour la Russie, mais aussi pour les pays ex-soviétiques (quoique, peut-être, dans des proportions un peu plus restreintes). Tous les articles du recueil racontent, chacun à sa façon, le processus interminable du « martyr » de l'histoire, de sa réécriture et réexploitation dans des buts pratiques momentanés. La formule proposée en 1992 par le cinéaste Govoroukhine, « La Russie que nous avons perdue », reste toujours en vogue, sauf qu'allant à la recherche de cette Russie perdue les uns visent le pays ouvert dès 1861 aux réformes, et les autres – celui de l'orthodoxie et de l'autocratie dans le sens du ministre de l'instruction publique du XIXe siècle, Ouarov, si ce n'est pas dans le sens du tsar Ivan le Terrible.

Je passe aux approches du matériel qui me paraissent particulièrement importantes.

Tout d'abord, c'est la volonté de ne pas parler de la Russie comme d'une exception unique qui n'a pas de pareilles dans le monde entier. Les auteurs du recueil soulignent que la guerre des mémoires a lieu non seulement en Russie, mais aussi dans plusieurs pays ex-socialistes (sans parler de celle des Allemands concernant leur passé nazi). Mais – ce qui est encore plus précieux – ils font des efforts constants, conscients

ou non, – pour faire sortir l’histoire russe, ukrainienne ou biélorusse du « ghetto » slavisant, pour montrer que les mécanismes d’analyse historique proposés par François Hartog, Pierre Nora ou Antoine Compagnon sont compatibles, *mutatis mutandis*, avec le matériel russe ou soviétique. Cela me paraît d’abord très juste et ensuite précieux, pour la simple raison que cela contredit en sourdine la conception de la « voie unique » de la Russie, cette voie ne pouvant amener le pays que dans une impasse.

Le point de vue des auteurs du recueil, tant occidentaux que russes, biélorusses ou ukrainiens, est orienté principalement vers le public occidental, auquel ils présentent la synthèse raisonnée de bonnes publications « indigènes » (ce qui est très logique, surtout quant il s’agit de citer les données des sociologues travaillant sur le terrain). Mais leurs conclusions, libres et impartiales, seraient très utiles non seulement aux lecteurs francophones, mais aussi (ou même surtout) au public russe. Parmi les observations remarquables proposées dans le recueil, je mentionnerai celle d’Andriy Portnov, qui emploie à propos de la canonisation postsoviétique de Stepan Bandera l’expression « rupture *apparente* » avec le passé soviétique et souligne que le terme « apparent » est ici « essentiel, car de par leur style, les monuments dédiés à Bandera rappellent très fortement ceux érigés en l’honneur des généraux soviétiques ou des héros-komsomol » (p. 131). Les pays ex- et postsoviétiques réécrivent leur histoire chacun à sa façon, mais ils utilisent la « méthodologie » commune, telle, par exemple, que la recherche de l’ennemi « commode » à qui on puisse attribuer toutes les erreurs et tous les échecs de son propre pays. Cela prouve que le passé commun pèse sur les uns et les autres, et pour tous il n’est pas du tout facile de s’en libérer.

J’ai dit que le bilan du recueil est assez triste. Mais, alors que j’écris ces lignes en ces jours de la fin du mois d’août 2014 (mois de triste mémoire pour la Russie, et non seulement pour elle, si on se rappelle les débuts des guerres mondiales), la réalité qui nous entoure est de loin plus triste. L’un des auteurs du recueil nous encourage en disant que « si le pouvoir politique continue de miser sur une représentation glorieuse du passé, de nombreux sondages montrent la piètre image que les citoyens russes se font l’époque soviétique » (p. 31). Hélas, aujourd’hui les sondages ont tendance à prouver une chose beaucoup moins consolante. Mais si, grâce aux réécritures constantes du passé que les auteurs du recueil ont si bien analysées, nous sommes maintenant sûrs que notre passé est imprévisible, cela nous permet d’espérer que notre avenir le sera aussi et que l’histoire déjouera les pressentiments catastrophiques d’aujourd’hui.

Catherine POUJOL, *L'Asie centrale : au carrefour des mondes*, Paris : Ellipses, 2013, 282 p.

par **Xavier HALLEZ**

*CETOBAC (EHESS), Paris*

Cet ouvrage se présente comme une introduction à la connaissance de l'Asie centrale et se fonde sur l'enseignement prodigué par Catherine Poujol à l'Institut national des langues orientales à Paris. Il s'adresse en premier lieu à des non-connaisseurs de l'Asie centrale, bien que la synthèse des recherches actuelles et plus anciennes exposée par l'auteur offre des perspectives originales. Le propos est non pas de retracer les innombrables vagues de peuplement, de conquête et de construction étatique ou impériale dans les vastes espaces de l'Asie centrale, au risque de perdre un lecteur non averti. Il est de donner à regarder autrement l'histoire de cette région sur la longue durée, s'inspirant de Fernand Braudel et de sa vision de la Méditerranée. Le livre est ainsi divisé en deux parties, l'une exposant les ruptures fondamentales de l'histoire centrasiatique depuis la préhistoire jusqu'à nos jours et l'autre présentant et déconstruisant les mythes concernant cette région.

L'Asie centrale est un espace difficile à saisir aussi bien dans sa géographie que dans son histoire, du fait de la complexité des échanges et des relations interrégionales et de la succession des entités étatiques. Catherine Poujol tente ici de lui donner une unité, malgré sa multiplicité. Dans la délimitation de la région, dont la définition est sujette à de nombreuses interprétations, l'auteur opte pour une zone recouvrant pour l'essentiel les cinq républiques issues de l'URSS (Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizie, Turkménistan et Tadjikistan), auxquelles sont associés le Nord de l'Afghanistan et le Xinjiang. Cette acceptation définit en effet une aire culturelle spécifique qui est d'autant plus pertinente dans le cadre d'une étude sur la longue durée.

Au-delà de ses propres travaux sur l'Asie centrale et de sa longue expérience de la région, l'auteur s'appuie sur une très riche bibliographie (pp. 199-233), qui mentionne les ouvrages les plus significatifs sur l'ensemble des points abordés. L'auteur privilégie les références en français et en anglais, tout en citant un choix plus restreint de livres en russe. Ces ouvrages sont cités dans le corps du texte, ce qui facilite l'utilisation de l'importante bibliographie en fin de volume. Certains ouvrages récents peuvent la compléter : Pierre Chuvin, René Létolle et Sébastien Peyrouse, *Histoire de l'Asie centrale contemporaine* (Paris : Fayard, 2008), Svetlana Gorshenina, *Asie centrale : l'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique* (Paris : CNRS éditions, 2012) et *L'invention de l'Asie centrale : histoire du concept de la Tartarie à l'Eurasie* (Genève : Droz, 2014), Lawrence Krader, *Peoples of Central Asia* (Bloomington : Indiana University (Uralic and Altaic series), 1963) ; Tomohiko Uyama (ed.), *Empire*,



*Islam and Politics in Central Asia* (Sapporo : Slavic Research Center, 2007). Le livre de Jane Burbank et Frederick Cooper, *Empires in World History : Power and the Politics of Difference* (Princeton : Princeton UP, 2011), dépasse la zone centrasiatique, mais des chapitres importants y sont consacrés et l'approche des auteurs est aussi celle d'une réflexion sur les héritages et les ruptures dans la pratique et la perception de la forme impériale. Le dernier ajout sera celui de deux volumes bibliographiques touchant notamment à la région centrasiatique : Stéphane Dudoignon (dir.), *Central Eurasian reader*, (Berlin : Klaus Schwarz Verlag, vol. 1 (2008) et vol. 2 (2011)).

Une chronologie détaillée se trouve en fin de livre (pp. 235-280), mais le choix des dates peut sembler aléatoire. La succession des événements et de certaines figures centrasiatiques est beaucoup moins limpide que le texte lui-même. La dernière décennie de l'Asie centrale soviétique y est la plus longuement abordée.

La première partie de l'ouvrage repose sur la volonté d'exposer les relations entre continuité et ruptures qui ont façonné chaque séquence historique ou comme l'écrit Catherine Poujol : « la persistance de ce qui fut, l'emprunt de ce qui est acceptable et le rejet de ce qui ne saurait l'être ». Elle parle de la malléabilité des sociétés centrasiatiques et de leur capacité d'adaptation à la « modernité » de chaque période ou encore de « la résilience centrasiatique », qui sera développée plus spécifiquement dans la seconde partie.

La première rupture qui a façonné l'Asie centrale est d'abord celle du modèle binaire nomade/sédentaire en cours jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Dès le Néolithique apparaît la césure entre zone chasseurs-cueilleurs, puis éleveur et zone agriculteur qui a évolué dans la distinction oasis/steppe ou nomade/sédentaire avec la diffusion du nomadisme pastoral au premier millénaire avant notre ère. Cette rupture marque « l'adaptation économique aux contraintes géographiques de la discontinuité spatiale qui caractérise cette région » et la nécessité de la mobilité. Ce modèle binaire se retrouve aussi dans la coupure de la région en deux sphères d'influence politico-culturelle depuis l'antiquité entre une zone limitrophe des systèmes politiques du Moyen-Orient ancien et médiéval et un espace participant à la vie politique des steppes en contact avec la Haute-Asie. Durant le premier millénaire après JC, trois influences majeures marquèrent l'Asie centrale : le monde irano-persan, les dynasties turciques et la conquête musulmane. Cette superposition est à l'origine d'un bilinguisme culturel et littéraire persan/turc djaghataï et de l'introduction de l'arabe qui servit à noter les langues jusqu'à la fin des années 1920. La conquête mongole constitue la troisième rupture majeure, créant un empire qui modifie les centres de gravité politiques et qui unifie les circuits commerciaux avec le contrôle de la Route de la soie. Gengis-khan introduit la légitimité gengiskhanide qui devient centrale dans toute l'Asie centrale. Après la division de son empire entre ses fils, s'opère un glissement de la logique impériale à la gestion dynastique locale à travers différentes hordes ou khanats (ouzbek, kazakh...). La rupture suivante est celle de la colonisation russe, puis de

la soviétisation, dont les éléments les plus remarquables sont développés dans la seconde partie. Il y est notamment décrit la permanence de l'héritage antérieur aux périodes tsariste et surtout soviétique malgré l'image d'un pouvoir socialiste et athée omnipotent. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Asie centrale voit un phénomène d'indigénisation silencieuse qui prend à son compte les principes de l'État-nation au détriment de l'idéologie soviétique à la fois internationaliste et totalisante et à l'inverse de la maxime stalinienne du « national par la forme et soviétique par le fond ».

La deuxième partie est plus généralement consacrée à la manière dont les héritages de cette longue histoire multiple furent construits dans les discours autant centrasiatiques qu'occidentaux. La transition postsoviétique y est longuement analysée et l'auteur dresse une liste de cinq complexes ou syndromes des républiques d'Asie centrale (le syndrome du consensus absolu, le complexe freudien, le complexe du modèle d'État-nation, le complexe du nomade ou de l'ex-nomade et le syndrome du rapt d'ancêtres). Malgré quelques erreurs factuelles inhérentes à une telle entreprise, ce livre apporte de réelles clés pluridisciplinaires pour comprendre l'Asie centrale et tout particulièrement les dernières décennies qui furent l'objet de nombreuses constructions idéologiques, de fantasmes et d'idées reçues.

Stephen JONES, *Georgia, A Political History Since Independence*, London : I.B. Tauris, 2013, 376 p.

par **Vicken CHETERIAN**

*Webster University, Genève*

L'histoire de la Géorgie contemporaine propose un abondant matériel pour le chercheur, ainsi que pour l'étudiant. La narration doit faire face à une multitude de thèmes tels que la littérature théorique sur les transitions, le post-colonialisme, les révolutions, le nationalisme, le populisme, le renforcement de la démocratie, qui sont reflétés à travers l'expérience contemporaine de la Géorgie.

De nombreux écrits sur la Géorgie ont été soit « curiosités ethnographiques » soit focalisation sur des considérations géopolitiques où le pays et son peuple ne sont que de simples pions dans les mains des grandes puissances. Dans son dernier livre, Stephen Jones a réussi à tisser ensemble une série de questions théoriques dans un récit fluide. La période s'étend sur plus de deux décennies, depuis la désintégration de l'ordre soviétique jusqu'à la révolution des Roses et la guerre russo-géorgienne d'août 2008 ; il offre à la fois un compte de compassion de la Géorgie, loin des stéréotypes orientalisants, et dans le même temps une profonde critique des lacunes qui ont troublé

cette petite république caucasienne, s'adressant à la fois à ses illustres dirigeants et à ses défaillances structurelles.

La narration du livre coïncide avec la règle de trois figures dominantes qui ont marqué l'histoire de cette période. Le premier est Zviad Gamsakhourdia, fils d'un célèbre romancier, un professeur de littérature qui est devenu la figure dominante dans la petite scène dissidente géorgienne dans les années 1970 et 1980, avant de dominer le mouvement national, de conduire son pays à l'indépendance et d'en devenir son premier président. Aujourd'hui, Gamsakhourdia est considéré comme une figure incompétente et polarisante, l'homme responsable de la première guerre en Ossétie du Sud ainsi que celui qui a aliéné ses alliés et conduit le pays à une guerre civile. Pourtant, Jones nous rappelle le contexte dans lequel a évolué Gamsakhourdia, qu'il appelle « l'hystérie de masse » et qui a probablement bien été représenté par cette personnalité excentrique. La disparition de l'État soviétique a révélé la manière dont les récits de la nation géorgienne unifiée et héroïque ont échoué quand la nation titulaire continue de penser et de se comporter « comme si elle était une minorité menacée » (p. 41).

Les conflits qui ont éclaté durant les années de Gamsakhourdia et les années suivantes ont fait de la Géorgie un État en faillite. L'auteur dit : « Contrairement aux arguments de Charles Tilly, la guerre dans les années 1990 n'était pas un unificateur national ou un stimulus à un État » (p. 11.).

La courte période de Gamsakhourdia a été remplacée par les longues années d'Édouard Chevardnadze. Ce dernier a été porté au pouvoir par les seigneurs de guerre qui ont renversé Gamsakhourdia. Le nouveau sauveur de la Géorgie indépendante n'était autre que l'ancien secrétaire général du Parti communiste géorgien, et plus tard, le ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev pendant la perestroïka. Il a dû affronter les seigneurs de guerre qui l'ont porté au pouvoir, réussira éventuellement à les isoler et à les emprisonner, et à normaliser le pays. Pourtant, c'est aussi sous Chevardnadze que les troupes géorgiennes sont entrées en Abkhazie et ont déclenché la guerre, tandis que le rôle personnel du chef de l'État reste ambigu dans le déclenchement du conflit. La corruption dans les institutions affaiblissent Chevardnadze et font de la Géorgie un État « échoué » (*failed state*).

Mikhaïl Saakachvili et la révolution des Roses de 2003 dominent la prochaine étape de l'histoire contemporaine géorgienne. Le projet de Saakachvili était de construire un État moderne et fort, souvent au prix de compromis sur la démocratie et les droits humains. Il a réussi à diminuer les niveaux de corruption et à mettre en place une administration plus efficace, mais ses réformes rapides ont causé un énorme malaise social, qui s'est exprimé dans les manifestations massives de novembre 2007. Bien que la jeune génération d'anciens militants d'ONG géorgiennes soit arrivée au pouvoir, de forts éléments de continuité dans l'histoire demeurent, malgré

la vague révolutionnaire. « Comme Gamsakhourdia et Chevardnadze avant lui, Saakachvili construit son État à partir du toit vers le bas », écrit Jones (p. 177). Plus tard, il fait une autre comparaison entre les trois dirigeants : « Zviad Gamsakhourdia, Edouard Chevardnadze, et Mikhaïl Saakachvili peuvent tous être décrits comme des nationalistes géorgiens, mais ils avaient (ont) des idées très différentes sur ce que cela signifiait, et comment cela a affecté la construction d'un État moderne » (p. 216).

Il s'agit du deuxième livre de Stephen Jones sur la Géorgie, et une contribution précieuse à la littérature à la fois de l'histoire géorgienne et de la transition postsoviétique. Le premier était un autre livre remarquable sur la naissance du mouvement social-démocrate géorgien, jusqu'à l'arrivée des sociaux-démocrates au pouvoir après la révolution de 1917 et l'effondrement de l'Empire tsariste<sup>1</sup>. Là, Jones montre qu'il est possible d'écrire un grand livre d'histoire en se basant sur l'expérience d'une petite nation. Nous espérons que Stephen Jones continuera à nous fournir les pages « manquantes » de l'histoire géorgienne, à savoir la première République de Géorgie et la période de la Géorgie soviétique ou, comme il le dit, « socialiste dans la forme et géorgienne dans le contenu ».

Françoise DAUCÉ, *Une oppression paradoxale : le pouvoir et les associations en Russie*, Paris : CNRS Editions, 2013, 225 p.

par **Anne LE HUÉROU**

*Université Paris-Ouest Nanterre*

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine au début des années 2000, et plus encore depuis que sa réélection en 2012 a été suivie de l'adoption de plusieurs lois visant particulièrement les ONG, la question des relations entre le pouvoir et la « société civile » n'a cessé d'être posée pour susciter le plus souvent des jugements critiques sur l'autoritarisme grandissant du régime, après la période de libéralisation des années 1990.

Au terme d'une recherche approfondie qui a amené son auteur sur le terrain des nombreux acteurs associatifs russes qu'elle a longuement rencontrés, mais aussi vers des lectures nombreuses et riches alliées à une connaissance très précise du contexte législatif et politique, Françoise Daucé a publié avec *Une oppression paradoxale...* un ouvrage qui restera une référence dans l'étude des relations entre l'État et la société

---

1 Stephen Jones, *Socialism in Georgian Colors, The European Road to Social Democracy, 1883-1917*, Cambridge MA : Harvard University Press, 2005, 410 p.

en Russie. D'emblée, l'auteur s'attaque au paradoxe énoncé dans le titre : un pouvoir qui tout en réprimant de plus en plus durement les manifestations de mécontentement, les individus, mouvements ou organisations qui revendiquent plus de libertés, de démocratie, de droits, ou plus simplement la transparence électorale – comme lors des mobilisations de l'hiver 2011-2012, cherche aussi à promouvoir à sa façon un certain modèle de société civile.

C'est donc à l'explicitation de ce paradoxe que Françoise Daucé s'attelle, en commençant par un rappel historique sur la société civile dans le contexte soviétique : réputée inexistante ou laminée, elle est néanmoins présente à la fin de la période soviétique à travers l'évolution vers plus d'autonomie de certaines organisations sociales, grâce aussi à l'apport de la dissidence. Ces deux éléments vont initier et structurer pendant la perestroïka et au début des années 1990 le secteur associatif et non gouvernemental. À ce titre, la césure de 1991 ne constitue pas la rupture majeure que l'on se plaît souvent à tracer, même si bien sûr, la démocratisation des institutions et une législation favorable vont largement contribuer à l'essor du monde associatif dans les années 1990. Le pouvoir politique, s'inspirant largement des théories de la transition qui font d'une société civile forte un pilier de la consolidation de la démocratie et de l'économie de marché fait preuve d'un volontarisme certain pour faire advenir « par en haut » cette société civile, au risque comme le souligne Françoise Daucé de susciter la déception face à la faiblesse de la réponse « d'en bas ».

C'est ensuite à la société civile dans la Russie des années 2000, dominées par la présidence ou le gouvernement de Vladimir Poutine que Françoise Daucé consacre l'essentiel de son analyse. Le lecteur est invité à envisager dans leur complexité les formes de domination politique exercées par le pouvoir russe sur la société et les interactions complexes, faites de répression mais aussi de coopération avec le mode associatif. Pour étayer son analyse, l'auteur a pris soin dès l'introduction de reprendre les propos de Béatrice Hibou qui, à partir notamment de l'exemple tunisien, rappelle que la violence et la répression physiques ne sont pas la caractéristique première des régimes autoritaires.

La société civile a donc fait l'objet depuis le début des années 2000 d'une attention toute particulière de la part du pouvoir, qui cherche à la façonner et à l'administrer tout autant qu'à l'étouffer. C'est une nouvelle conception qui est mise en œuvre, dont la dimension économique et financière n'est pas à négliger : en l'échange d'un contrôle accru, les associations se voient proposer des formes de contractualisation et de délégation qui s'accompagnent de financements nationaux beaucoup plus généreux qu'auparavant. Ainsi, dans la logique du pouvoir, le monde associatif russe sera à même de se désengager de l'emprise des bailleurs internationaux et de l'influence du *soft power* occidental tout en s'engageant dans un certain lien de subordination avec l'État russe. Les derniers chapitres de l'ouvrage discutent de ces évolutions entre « tentation de coopération » et « tentatives de protestations », des hésitations que l'on

comprend d'autant mieux qu'elles ne sont pas des postures conjoncturelles mais sont traversées par des pratiques ancrées dans le long terme.

Fruit d'un manuscrit rédigé à l'origine pour une Habilitation à diriger des recherches, l'ouvrage se présente sous une forme et une écriture agréables qui ne cède rien à la rigueur académique et à la précision de l'argumentation. On retiendra la grande qualité des références à la littérature sur la société civile, l'histoire du concept, et la complexité de son usage dans le cas de la Russie.

Quant au travail d'enquête, il est vaste et approfondi, reposant sur de nombreux entretiens et une observation précise du quotidien de ces organisations que l'auteur explore jusque dans leur « intimité » comme le suggère le titre de l'un des chapitres consacré aux associations de défense des droits de l'Homme. Le choix de ce terme n'est d'ailleurs pas anodin dans la mesure où Françoise Daucé propose une sociologie des associations qui s'appuie notamment sur l'approche pragmatique de Laurent Thévenot – qui a lui-même investi le terrain russe depuis plusieurs années – et dégage les différentes « grammaires » qui sous-tendent l'action des associations, en soulignant les liens du proche, ces relations personnelles qui comptent tant pour comprendre ce milieu, depuis les parcours d'engagement des militants jusqu'à l'aménagement des bureaux des associations qui fait une large place au domestique.

Deux questions demeurent peut-être au terme de cet ouvrage : tout d'abord celle du point de rupture entre cette situation ambiguë d'oppression/coopération – parfaitement décrite, convaincante et que l'on a nous-mêmes maintes fois pu vérifier dans les faits – et le basculement dans l'interdiction de toute voix critique. Le durcissement législatif récent et le recours au statut stigmatisant « d'agent étranger » à l'égard de plusieurs associations est-il le signe du franchissement d'un point de non-retour qui placerait le régime russe hors de ce que l'auteur dit dans sa conclusion être une forme de « *continuité avec de la transition démocratique du début des années 1990* ». Par ailleurs, que deviennent les hypothèses formulées ici à propos des associations si on élargit le cadre à d'autres formes de mobilisations sociales et politiques ? Comment peuvent alors se construire ou s'arranger les relations et les conflits entre l'État et la société face à un pouvoir qui semble chercher toujours plus à gouverner en contrôlant ? Plutôt qu'une critique, ces remarques sont une invitation à poursuivre la réflexion et les études de terrain sur un sujet qui est loin d'être épuisé et qui présente l'intérêt, pour les étudiants et les chercheurs, d'être un terrain facilement accessible.

Olha OSTRIITCHOUK, *Les Ukrainiens face à leur passé : vers une meilleure compréhension du clivage Est-Ouest*, Bruxelles : Peter Lang, 2013, 394 p.

par **Éric AUNOBLE**

*Université de Genève*

Le peu de références en français sur l'Ukraine contemporaine suffirait à justifier la publication de cette thèse et son sous-titre en indique l'actualité. L'auteur, une « chercheuse native qui a pris de la distance par rapport à son pays d'origine, [...] pour ne pas [...] succomber à la partialité » (p. 35), raisonne moins en terme d'« identités » que d'« expériences collectives » (pp. 107 et ss.) aboutissant à des « auto-compréhensions » (p. 363). Elle s'inscrit dans une perspective constructiviste pour laquelle « la mémoire dite nationale est [...] le résultat du combat de longue haleine mené par ceux qui se sont donné le rôle d'éducateurs nationaux ou de promoteurs d'une mémoire spécifique » (p. 25).

La première partie de l'ouvrage suit la construction – contradictoire et finalement inachevée – d'une identité ukrainienne. Ses mythes fondateurs (la *Rous'*, Bohdan Khmelnytsky...) ne lui appartiennent pas en propre et, entre les empires austro-hongrois et russe, « l'affirmation de la différence ukrainienne [...] s'est d'abord faite par le rejet de l'altérité la plus proche et menaçante, russe ou polonaise, [...] les différences régionales [réflétant] les répartitions territoriales entre les grandes puissances, [...] » (pp. 57-58). Le mouvement national naissant porte en lui la division de la nation en devenir. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la question sociale clive les ukrainophiles, les forçant à choisir entre révolution et indépendance. Les bolcheviks tranchent ce nœud gordien à leur place et l'Ukraine soviétique rayonne dans les années 1920 grâce à la politique communiste d'indigénisation. La famine de 1933 et la terreur de 1937 mettent fin à ce tropisme et favorisent l'influence du « nationalisme intégral » ethniciste de Dmytro Dontsov et de l'extrême-droite galicienne. Tout est en place pour que, pendant la seconde guerre mondiale, la population civile (juive, ukrainienne ou polonaise) subisse les pires violences alors que, sous les uniformes soviétique, nazi ou bandériste, des Ukrainiens s'affrontent.

Cette section sur la genèse du nationalisme synthétise l'historiographie en ukrainien et en anglais (malgré l'absence de référence à Terry Martin ou Lynne Viola). Elle sera indispensable pour un lecteur francophone<sup>2</sup> réduit jusqu'ici à des survols ou à des exposés *pro* ou *contra*.

2 L'absence d'index est toutefois une lacune grave.

La seconde partie analyse trois lieux de mémoire fondamentaux de l'Ukraine contemporaine. Elle montre d'abord comment Taras Chevtchenko a été transformé en mythe. Un mythe particulièrement plastique : héros prolétarien athée dans l'idéologie soviétique ou surhomme nietzschéen mais pieux dans le nationalisme diasporique. Ce Chevtchenko qui a remplacé aujourd'hui Lénine est donc une figure encore instable et contradictoire. Concernant la famine de 1933, alors que « la résistance à la collectivisation ne peut pas être considérée comme une manifestation de la conscience nationale » des Ukrainiens de l'est (p. 118), ce sont les Ukrainiens de l'ouest qui se sont approprié la tragédie dans l'émigration en Amérique. Ils la médiatisent à la fin de la guerre froide comme un génocide visant leur nation. La perestroïka permet à ces « promoteurs de la mémoire » de trouver des « relais en Ukraine » (p. 255) dans la mouvance nationale-démocratique. Si la mémoire populaire est sollicitée, la recherche et les commémorations fonctionnent sur un mode institutionnel, cherchant l'appui de l'État pour légitimer le concept de « Holodomor » (« meurtre par la faim », terme inventé à la fin des années 1980 par homophonie avec *holocauste*). Le Holodomor a fini par s'imposer comme symbole national, mais de façon différenciée selon les régions : à l'Ouest, c'est LE crime qui condamne le communisme ; pour l'Est qui en a réellement souffert, c'est une tragédie qui ne s'appréhende pas en termes de bourreaux et de victimes. Le même phénomène se retrouve, inversé, pour la mémoire de la seconde guerre mondiale : l'Est s'inscrit dans le schéma de la « Grande guerre patriotique » où les « fascistes » et leurs alliés sont les bourreaux du « peuple » (ukrainien *et* soviétique) ; à l'ouest, la mémoire de la guérilla nationaliste a été ravivée. Dans une posture héroïque et victimaire, l'idéologie fascisante de l'OUN-b et le collaborationnisme de l'OUN-m<sup>3</sup> sont gommés, les martyrs juifs et polonais occultés.

Cette analyse novatrice du « panthéon de l'Ukraine indépendante » est le fruit d'un travail scientifique mené sur le terrain et dans des sources ukrainiennes inaccessibles au public occidental. S'opposant à la *doxa* renforcée depuis le Maïdan, Olha Ostriitchouk risque d'être contestée. Elle considère en effet qu'après la révolution orange de 2004, « c'est ce même nationalisme exacerbé et provocant qui fait rebondir, a contrario, le culte de Staline et autres particularismes à l'Est, nuisant aux acquis d'un travail de mémoire [...] amorcé au début des années 1990 » (p. 358). Les arguments qu'elle avance sont solides. L'alliance du « nationalisme intégral » et du cléricisme conservateur dans la diaspora avait permis un double discours, autoritaire sur le fond mais antitotalitaire pour l'opinion occidentale. Importé dans l'Ukraine indépendante, ce dispositif a mis 15 ans à s'imposer ; son efficacité se lit dans l'influence grandissante du parti *Svoboda*. En face, l'auteur décrit la « densité de [la] contre-mémoire à l'Est (autour de son centre Donetsk) et son extension au sud (la Crimée) » (p. 363). Elle

---

3 La division SS Halytchyna est désignée comme « 1ère division de l'Armée nationale ukrainienne » (p. 309).



pointe aussi à l'est « l'absence [...] de promoteurs aussi bien organisés » qu'à l'ouest et l'absence « d'historiens encadrés au niveau national, voire même international » (p. 369) qui porteraient cette contre-mémoire comme le monde académique de Kiev et de la diaspora porte la mémoire nationaliste.

Ce déséquilibre historico-mémoriel nourrit les rancœurs. « La paix civile » que l'auteur entendait favoriser (p. 37) a fait place à une guerre civile dont ce livre permet de comprendre certaines clés.